« Un bon journal, c'est une nation qui se parle à elle-même ». Arthur Miller

www.journaldumali.com

Journal du Mali

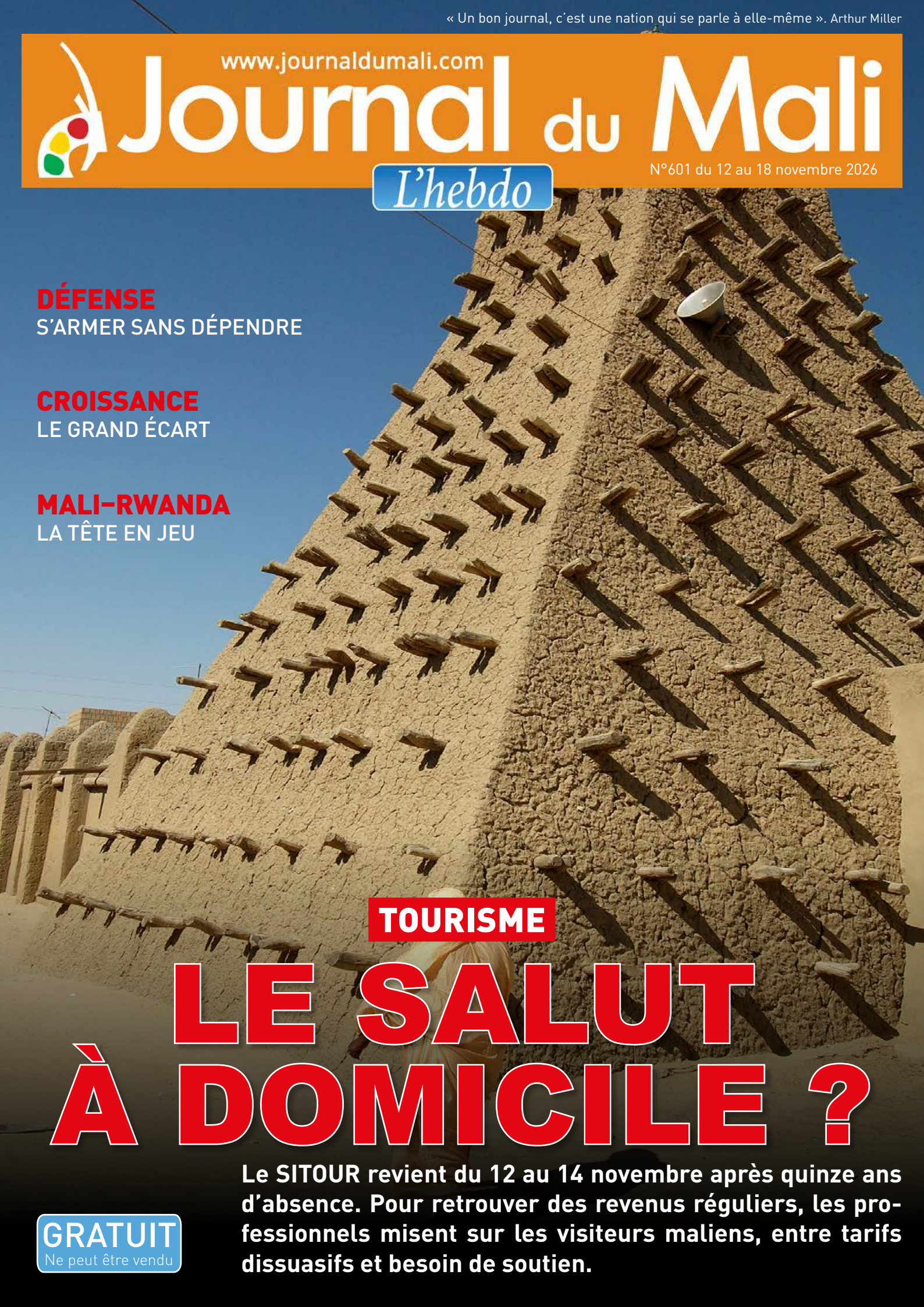
L'hebdo

N°601 du 12 au 18 novembre 2026

DÉFENSE
S'ARMER SANS DÉPENDRE

CROISSANCE
LE GRAND ÉCART

MALI-RWANDA
LA TÊTE EN JEU



TOURISME

LE SALUT À DOMICILE ?

Le SITOUR revient du 12 au 14 novembre après quinze ans d'absence. Pour retrouver des revenus réguliers, les professionnels misent sur les visiteurs maliens, entre tarifs dissuasifs et besoin de soutien.

GRATUIT
Ne peut être vendu

CANAL+
LE VRAI SHOW COMMENCE ICI
© DROITS RESERVES
SECRET STORY
NOUVELLE SAISON
DLE PRIME, TOUS LES SAMEDIS
A 20H30 GMT SUR CANAL+ MAGIC
© UEFA
CHAMPIONS LEAGUE
TOUS LES MERCREDIS A 19H00 GMT
SUR CANAL+ SPORT 2
LE DECODEUR HD
2000 FCFA* TTC
POUR 2 MOIS D'ABONNEMENT ACCESS
INSTALLATION OFFERTE
TOUTES LES CHAÎNES
+ DSTV ENGLISH PLUS
POUR 2000 FCFA** TTC
DE PLUS SUR VOTRE REABONNEMENT
*OFFRE VALABLE DU 1ER AU 30 NOVEMBRE 2026, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES, POUR TOUT NOUVEL ABONNEMENT DE DEUX MOIS A LA FORMULE ACCESS : DÉCODEUR HD A 2000 FCFA TTC, PARABOLE A 1000 FCFA TTC ET INSTALLATION OFFERTE. VOIR TARIFS ET CONDITIONS AUPRES DE VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉE ET SUR WWW.CANALPLUS-AFRIQUE.COM.
**OFFRE VALABLE DU 1ER AU 30 NOVEMBRE 2026. REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE HABITUELLE MOYENNANT UN SUPPLEMENT DE 2000 FCFA TTC, ET PROFITEZ DE TOUTES LES CHAINES ET DE L'OPTION DSTV ENGLISH PLUS PENDANT 30 JOURS. OFFRE VALABLE UNE SEULE FOIS SUR LA PERIODE. VOIR TARIFS ET CONDITIONS AUPRES DE VOTRE DISTRIBUTEUR AGRÉE ET SUR WWW.CANALPLUS-AFRIQUE.COM.
36 555
COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

ÉDITO

Patrimoine : Garder le rythme

Dans notre numéro 593 du 17 au 23 septembre, nous attirions l'attention sur l'état de plusieurs monuments et espaces publics de Bamako. Sous le titre « Monuments : à entretenir toute l'année », nous plaidions pour un entretien régulier, loin des seuls rendez-vous officiels et des opérations ponctuelles.

Quelques semaines plus tard, le constat mérite d'être actualisé. À Bougie Ba, à la Place CAN et sur d'autres sites de la capitale, des travaux sont engagés pour sécuriser, nettoyer et réhabiliter les lieux. C'est une évolution qu'il faut reconnaître. L'appel n'est manifestement pas resté sans écho.

Le plus important commence pourtant maintenant. Réhabiliter est une étape. Entretenir dans la durée en est une autre. Un monument nettoyé aujourd'hui ne doit pas retrouver demain les mêmes dégradations faute de suivi. Les abords, l'éclairage, la signalisation, la sécurité et la propreté demandent une attention continue.

Cette dynamique gagnerait aussi à dépasser Bamako. Nos capitales régionales, comme les sites patrimoniaux de l'intérieur du pays, participent eux aussi à l'image du Mali. Leur entretien ne devrait pas attendre une visite officielle, une fête ou une opération exceptionnelle.
Le rythme actuel est encourageant. Il faut le maintenir, l'élargir et surtout l'inscrire dans les habitudes de gestion. Car une capitale, comme une ville de l'intérieur, se juge aussi à la manière dont elle prend soin de ses lieux de mémoire et de ses espaces publics.

Le patrimoine ne se restaure pas une fois pour toutes. Il s'entretient chaque jour. Il en va de l'image de notre pays.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

228 millions

C'est le montant, en francs CFA, du plan de réponse humanitaire d'urgence élaboré par les autorités maliennes pour la prise en charge des personnes refoulées de Guinée. Il couvre notamment l'hébergement, l'alimentation, la santé, la protection et le transport.

ILS ONT DIT...

• « J'ai été reçu par le Président Assimi Goïta et il a échangé avec moi sur des questions d'intérêts communs. On a une convergence de vues sur ce que nous devons faire afin que tout ce que nous entreprenions en termes d'intégration soit bénéfique aux peuples malien et sénégalais ainsi qu'à la sous-région ». **Cheikh Niang, ministre sénégalais de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères**, le 9 novembre à Bamako.

• « C'est un véritable défi pour l'organisation, mais nous croyons fermement au talent de l'artiste. C'est un jeune qui a de l'avenir, et la preuve en est que de grands sponsors n'ont pas hésité à l'accompagner ». **Abraham Filifing Kamissoko, fondateur de Donkili**, le 9 novembre à Bamako, à propos du premier grand concert de Lima Stonne.

RENDEZ-VOUS

13 – 15 novembre 2026 :
8ème Festival des Cultures traditionnelles du Mali

14 novembre 2026 :
Concert Mali Kó

17 – 22 novembre 2026 :
3ème Semaine internationale de l'Artisanat touareg

18 – 21 novembre 2026 :
2ème Salon international de l'Entrepreneuriat – AES

UN JOUR, UNE DATE

14 novembre 2023 : Les Forces armées maliennes annoncent avoir pris le contrôle de Kidal, après plusieurs jours d'offensive dans le nord du pays.

UP



Boukar Martin Faye : L'ancien Directeur de Studio Tamani sera élevé au rang de Docteur Honoris Causa le 26 novembre à Bangui. Une distinction qui salue son engagement en faveur des médias et de la formation des journalistes en Afrique.

DOWN



Abdelali Mezghiche : le journaliste algérien a été condamné le 8 novembre à trois ans de prison ferme par le tribunal de Chéraga pour des publications sur Facebook, jugées notamment attentatoires à l'intérêt national. Sa défense a annoncé qu'elle ferait appel.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Bamako-Sénou, le 5 novembre. Les Douanes maliennes saisissent 7 000 vignettes destinées aux engins à deux roues, dissimulées dans trois cartons parmi des maillots de football. D'une valeur faciale de 43,5 millions de francs CFA, le lot était accompagné de 30 téléphones portables et de 242 maillots contrefaits des Aigles.

TOURISME : LE PARI DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Le Salon international du tourisme de Bamako revient du 12 au 14 novembre, après quinze ans d'interruption. Guides et hôteliers attendent une relance qui transforme les visites locales en revenus réguliers.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le retour du **Salon international du tourisme de Bamako** vise à relancer l'activité touristique nationale en misant notamment sur le **tourisme domestique**.

Malick Sidibé exerce le métier de guide touristique depuis une trentaine d'années. Il l'a choisi « par amour », mais les sollicitations sont devenues ponctuelles. Il accompagne notamment des excursions scolaires vers des localités proches de Bamako, comme Siby. Entre deux missions, les activités champêtres lui permettent de subvenir à ses besoins. Son parcours raconte les difficultés d'une profession dont les circuits habituels ont été bouleversés. Le retour du Salon international du tourisme de Bamako (SITOUR), annoncé au Parc national du Mali, remet ces métiers au centre des discussions. Cette cinquième édition succède à celle de 2011 et consacre ses échanges aux mutations du tourisme africain. Pour les professionnels, la promotion de la destination Mali appelle une réponse économique : comment faire des résidents une clientèle régulière, capable de soutenir les guides, les agences, les restaurants et les établissements d'hébergement ?

Acteurs désœuvrés « Les activités sont au ralenti surtout dans les zones touristiques classiques à cause de l'insécurité », déclare Malick Sidibé. Le tourisme domestique représente pour lui une possibilité de reprendre des activités tout en faisant découvrir aux Maliens des sites encore méconnus. La crise ouverte en 2012 a entraîné des fermetures d'établissements, des licenciements et des mises en chômage technique, rappelle Mali Tourisme. Ses conséquences touchent aussi les métiers liés aux circuits de découverte. Des témoignages des visiteurs qu'il accompagnait, le guide retient l'importance du patrimoine culturel malien. Il évoque « un trésor naturel » à structurer et à développer. Son plaidoyer s'inscrit dans une période où les autorités mettent l'accent sur la découverte du pays par ses habitants. Les statistiques récentes permettent de préciser le marché. Dans son rapport sur la balance des paiements, publié en septembre 2026, la BCEAO comptabilise 164 314 visiteurs internationaux en 2024 et 103,1 milliards de FCFA de recettes au poste « voyages ». Elle précise que ces voyageurs sont, pour une grande part, des Maliens résidant à l'étranger et des professionnels en mission. Le développement du tourisme intérieur vise une autre demande : celle des habitants qui peuvent consacrer une journée, un week-end ou un séjour à la visite du patrimoine.

Initiatives de relance Bamako City Tour constitue l'une des réponses engagées. Sa quatrième édition s'est déroulée du 18 juillet au 27 septembre 2026. Le programme associe les agences de voyages, les guides et les gestionnaires de sites pour proposer des parcours de proximité.

> ***On peut noter un ralentissement profond, sinon un arrêt, dans plusieurs activités. Les crises institutionnelle, sécuritaire et sanitaire ont durablement affecté les hébergeurs et les restaurateurs.***

« Plusieurs enfants sont émerveillés en découvrant l'intérieur du monument de la Tour de l'Afrique », raconte Malick Sidibé. Ils passent pourtant régulièrement près de cet édifice. « Nous ne connaissons pas notre ville, à plus forte raison, notre pays », ajoute-t-il. Le bilan revendiqué par les organisateurs pour les trois premières éditions fait état d'environ 40 000 bénéficiaires de visites subventionnées à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti et Kayes. Une vingtaine de sites auraient été valorisés, avec la mobilisation annuelle de plus de quinze agences et d'une vingtaine de guides. Les organisateurs avancent également une portée numérique de près de 15 millions de personnes pour les contenus consacrés aux sites. Cette audience annoncée renseigne sur la visibilité du programme et se distingue de la fréquentation physique des lieux. En 2026, les formules affichées par Mali Tourisme coûtaient 2 000 FCFA pour le parcours classique et 5 000 FCFA pour le parcours découverte. La tarification fait partie des moyens retenus pour élargir le public des visites. L'édition 2026 a toutefois été recentrée sur Bamako, les circuits régionaux ayant été reportés pour des raisons budgétaires, selon les explications données lors de la présentation du programme en juillet. Les moyens disponibles pèsent ainsi sur l'étendue des parcours proposés. Le programme 2026 annonçait des sorties chaque week-end, de 9 heures à 17 heures. Des rendez-vous réguliers et connus à l'avance peuvent aider les familles à organiser leurs loisirs et les agences à prévoir leurs équipes et leurs véhicules. La présentation claire des tarifs, des horaires et des prestations incluses facilite la réservation et la comparaison des offres proposées aux résidents en fonction de leur budget disponible. Les créateurs de contenus participent à cette promotion. Sidy Keïta, directeur général de Mali Tourisme, explique vouloir permettre aux Maliens de raconter eux-mêmes leur pays. Cette communication cherche à rendre les sites et les circuits plus familiers au public local. Le renouvellement des parcours compte également. Visites de monuments, promenades sur le fleuve, découverte d'espaces naturels ou du Parc des Sofas offrent différentes manières d'aborder le patrimoine. Koulikoro figure également parmi les localités retenues dans le programme « Les Maliens visitent le Mali ». Le Mois du tourisme, organisé en septembre, a également misé sur cette clientèle intérieure. Le bilan présenté à sa clôture fait état de vingt sorties et d'environ 2 000 participants, ainsi que de conférences et d'expositions. Cette première édition visait à rapprocher les habitants des richesses de leur territoire. Lors de son lancement, le ministre Mamou Daffé avait résumé la démarche par une formule : « visiter le Mali, c'est consommer malien ». L'élargissement des circuits mobilise aussi des besoins d'entretien des sites, de signalisation, de routes praticables et d'accueil. La découverte d'un lieu suppose de pouvoir y accéder et d'y trouver des conditions de visite adaptées. Le Mali compte quatre biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO : Tombouctou, les villes anciennes de Djenné, le Tombeau des Askia et les falaises de Bandiagara. La période 2026-2027, consacrée à l'éducation et à la culture, fournit aussi un cadre aux sorties scolaires et à la transmission de ce patrimoine.

Soutenir les acteurs « On peut noter un ralentissement profond sinon un arrêt dans plusieurs activités », résume Yamadou Diallo, secrétaire général de la Fédération des hôteliers du Mali. Les crises institutionnelle, sécuritaire et sanitaire ont durablement affecté les hébergeurs et les restaurateurs. Il accueille favorablement les opérations de promotion, tout en jugeant les ressources allouées insuffisantes. Pour lui, la relance du tourisme interne passe par un soutien aux professionnels dont les activités ont été entravées et par des moyens adaptés aux besoins de l'artisanat, de la culture et du tourisme. Le prix constitue l'une de ses préoccupations. Il préconise des subventions aux établissements et une réduction des coûts de transport pour faciliter les déplacements. Selon lui, les charges obligatoires limitent les possibilités de baisse et contribuent à des tarifs dissuasifs pour une partie des Maliens. La question concerne toute la chaîne du voyage : trajet, accès au site, restauration et, éventuellement, nuitée. Les offres destinées aux résidents ont à composer avec cette diversité de budgets et de pratiques. Une journée de visite dans sa propre ville profite différemment aux prestataires qu'un déplacement comprenant une nuitée. La semaine du SITOUR coïncide aussi avec le BAMEX, le Salon de la défense et de la sécurité, organisé du 9 au 13 novembre à Bamako. Cette clientèle de salons professionnels constitue un autre marché pour les hébergeurs. Au SITOUR, les organisateurs annoncent la gratuité des stands pour les régions et les professionnels du tourisme. Cette facilité favorise leur participation à la vitrine commerciale. Les demandes exprimées par les acteurs portent aussi sur les conditions d'exercice de leur activité tout au long de l'année. Yamadou Diallo souhaite également élargir les perspectives du salon aux États de l'AES, puis aux autres pays de la sous-région. Il y voit une possibilité de mieux promouvoir la destination Mali et de développer des échanges entre professionnels. Le retour du salon remet ces attentes à l'agenda. Pour les guides et les hébergeurs, les réservations, les prestations vendues et les séjours constituent les résultats concrets recherchés. Entre deux excursions scolaires, Malick Sidibé continue, lui, de travailler aux champs. ■

REPÈRES

1e édition Mois du tourisme :
1-30 septembre 2026

Participants :
2 000 personnes

5e édition SiTour :
12-14 novembre 2026

Visiteurs attendus :
10 000 personnes

▶▶▶

3 QUESTIONS À



SIDY KEÏTA

Directeur général de l'Agence de promotion touristique du Mali

1 Dans quel contexte revient le SITOUR après cette longue interruption ?

Le retour du SITOUR est une décision politique qui vise à relancer l'activité touristique au Mali. Depuis plus de quinze ans, le Mali et la zone sahélienne traversent des turbulences qui ont fortement affecté cette activité. Dans le cadre de la vision Mali Kura 2063, les plus hautes autorités ont décidé de faire du tourisme un levier de développement.

2 Comment comptez-vous promouvoir le tourisme interne ?

Le gouvernement a décidé de développer le tourisme interne. Le tourisme malien dépend des flux de visiteurs venus de l'extérieur. Les crises que nous avons connues ont conduit à repenser notre activité. Pour assurer sa durabilité, le département chargé du tourisme a mis en place des programmes innovants destinés à promouvoir le tourisme auprès du public malien.

3 Comment le Mali participe-t-il à une relance commune dans l'AES ?

Le Mali souscrit à la promotion commune de la destination AES. Nous avons participé à Ouagadougou au forum sur l'investissement touristique dans l'AES. L'une des recommandations fortes est l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie commune de développement du tourisme dans cet espace. Elle vise à positionner l'AES comme une destination touristique intégrée, avec des produits attractifs et compétitifs.

Évènement

TOURISME AFRICAIN : RAPPROCHER LES DESTINATIONS

La progression du tourisme africain ouvre des perspectives pour les économies du continent. Le coût des déplacements, les liaisons aériennes et les formalités administratives aux frontières freinent encore les voyages entre pays voisins.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Monument de la renaissance à Dakar.

Avec 81 millions d'arrivées touristiques internationales en 2025, selon ONU Tourisme, l'Afrique confirme son attractivité. La diversité des paysages et la richesse du patrimoine culturel alimentent cette dynamique. Sa consolidation repose aussi sur la possibilité, pour les Africains, de découvrir plus facilement les autres destinations du continent. L'Afrique pourrait devenir « le moteur du tourisme mondial si nous réussissons à faire tomber les barrières et les frontières artificielles qui nous divisent », plaidait Cuthbert Ncube, président de l'African Tourism Board, décédé le 7 novembre. Le poids économique du secteur donne une portée concrète à cet appel. Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), les voyages et le tourisme ont contribué à 7% du PIB africain en 2025 et soutenu 30,2 millions d'emplois, en tenant compte de leurs retombées directes et indirectes. Au Maroc, les recettes voyages ont atteint 138 milliards de dirhams cette année-là, selon le ministère du Tourisme.

Connecter l'Afrique L'amélioration des transports constitue une condition de cette ouverture. Selon l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), les sièges disponibles sur les liaisons intra-africaines ont augmenté de 10,5% en août 2026 sur un an. Cette progression de l'offre accompagne l'ouverture de nouvelles routes et l'utilisation d'appareils plus grands. Elle mesure les capacités proposées, plutôt que le nombre de passagers transportés. Pour transformer cette offre en séjours, les tarifs, les correspondances et les conditions d'entrée comptent autant que la promotion des sites. Des liaisons mieux adaptées peuvent faciliter des circuits associant plusieurs destinations, avec des retombées pour les transporteurs, les guides et les établissements d'hébergement. Les voyages à l'intérieur de chaque pays forment un marché complémentaire aux déplacements entre États africains. Leur développement permet aux professionnels de servir une clientèle de résidents, avec des offres correspondant à leurs revenus et à leurs disponibilités. L'exemple indien illustre cette capacité de mobilisation. Les autorités y ont recensé environ 4,3 milliards de visites touristiques intérieures en 2025. Selon le WTTC, les dépenses des visiteurs domestiques représentaient 86% des dépenses touristiques du pays. Pour l'Afrique, cette expérience souligne l'intérêt de développer simultanément les marchés nationaux et les échanges régionaux. Les transports, l'hébergement et les services touristiques peuvent ainsi bénéficier de clientèles plus diversifiées. Rapprocher les destinations suppose une coopération entre États et professionnels, afin que voyager sur le continent devienne plus accessible à ses habitants. ■

TOURISME MALIEN : DES CAPACITÉS ENCORE SOUS-UTILISÉES

À l'approche du Salon international du tourisme de Bamako, du 12 au 14 novembre, les données disponibles montrent un secteur qui conserve une capacité d'accueil importante mais dont la fréquentation reste faible dans plusieurs destinations. En 2026, les autorités ont remis l'accent sur le tourisme intérieur et la promotion de la destination Mali.

1 Parc d'hébergement

2023 : **911 unités**
2022 : **985**
Évolution : **–7,5%**

Bamako : **499 unités**
Part de Bamako : **54,8%**

2 Classement hôtelier

Hôtels classés : **64**
1 étoile : **6**
2 étoiles : **36**
3 étoiles : **14**

4 étoiles : **3**
5 étoiles : **5**
Bamako : **45 hôtels classés**

3 Fréquentation à Mopti

Visiteurs
2019 : **2 653**
2023 : **1 243**
Évolution : **–53,1%**

Nuitées
2019 : **4 050**
2023 : **1 807**

4 Emplois directs

2023 : **1 768 emplois créés**
Hébergement : **386**
Restauration : **943**

Loisirs : **68**
Agences de voyages : **371**

5 Trafic aérien

Passagers
2023 : **915 953**
2024 : **846 680**
Évolution : **–7,6%**

Mouvements d'aéronefs
2023 : **15 463**
2024 : **12 780**
Évolution : **–17,4%**

6 Relance en 2026

Mois du tourisme : **Septembre**

Journée mondiale du Tourisme : **27 septembre**

Orientation : **Promotion du tourisme intérieur**

Salon international du Tourisme de Bamako

Dates : **12–14 novembre**
Lieu : **Parc national du Mali**
Visiteurs attendus : **10 000**
Exposants : **100**
Dernière édition : **2011**

Journal du Mali
Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°601 du 12 au 18 novembre 2026

Source : Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie, INSTAT, Direction régionale du Tourisme et de l'Hôtellerie de Mopti, Ministère chargé du Tourisme.



DÉFENSE : DIVERSIFIER POUR GAGNER EN AUTONOMIE

Le Mali poursuit l'élargissement de ses partenariats militaires, dont la tenue du BAMEX 2026 offre une nouvelle illustration. Cette diversification s'accompagne aussi d'ambitions en matière de formation, de transfert de technologies et de développement d'une industrie nationale de défense.

MOHAMED KENOUVI

Ouverte le 9 novembre 2026 au Parc des expositions de Bamako, la deuxième édition du Salon international de la défense et de la sécurité (BAMEX) réunit jusqu'au 13 novembre des industriels et des délégations de plusieurs pays, dont la Türkiye, la Russie, la Chine, l'Allemagne et le Soudan. Une offre industrielle plus diversifiée qu'en 2025, où les entreprises turques étaient prédominantes. Des démonstrations de matériels sont également programmées les 12 et 13 novembre à Tanabougou, dans la région de Koulikoro. Dans un contexte de recomposition de ses relations militaires, Bamako entend ainsi multiplier les opportunités de coopération.



Réception d'**équipements militaires russes** à **Bamako** le 30 septembre 2021.

Des partenaires en évolution
Depuis la réorientation de sa coopération militaire et la fin de la présence française, le Mali s'appuie davantage sur la Russie, la Türkiye et la Chine. Moscou occupe une place importante dans la fourniture d'aéronefs et de matériels terrestres. Le 19 janvier 2023, les Forces armées maliennes (FAMa) avaient notamment réceptionné des avions Sukhoï-25, des L-39 et des hélicoptères Mi-8. Ankara s'est, de son côté, illustrée dans le domaine des drones, avec les Bayraktar TB2 et Akıncı. La coopération avec Pékin se développe également. Le 2 septembre 2024, un mémorandum signé avec l'entreprise chinoise Norinco prévoyait des équipements de défense, de la formation et un transfert de technologies. Le BAMEX 2026 offre de nouvelles possibilités de contacts avec d'autres fabricants, sans que leur participation ne signifie nécessairement la conclusion de contrats. Cette évolution intervient alors que le Mali cherche à adapter ses moyens militaires à ses besoins sécuritaires et à élargir ses possibilités d'approvisionnement. Selon Abdoulaye Tamboura, analyste géopolitique et spécialiste des questions sécuritaires en Afrique sahélo-saharienne, cette diversification doit avant tout préserver la liberté de décision du Mali. « Le premier risque à éviter est de remplacer une dépendance par une autre. Le Mali cherche aujourd'hui à diversifier ses partenariats, mais il ne faudrait pas que cette démarche aboutisse à l'installation d'un nouveau monopole, notamment au profit de la Russie », prévient-il.

> ***Depuis la réorientation de sa coopération militaire et la fin de la présence française, le Mali s'appuie davantage sur la Russie, la Türkiye et la Chine.***

Au-delà des équipements
Les accords militaires portent aussi sur la formation et l'entretien du matériel. Celui conclu avec la Russie, dont le Conseil national de transition a autorisé la ratification en juillet 2024, prévoit notamment la réparation et la modernisation des armements. Le mémorandum avec Norinco mentionne, lui aussi, l'entraînement et le transfert de technologies. À en croire M. Tamboura, ces coopérations peuvent élargir les compétences des FAMa. « Aujourd'hui, des militaires maliens se forment en Russie, en Chine et en Türkiye. Cette diversité représente un avantage, car elle permet aux Forces armées maliennes de se familiariser avec différentes doctrines, stratégies de défense et tactiques militaires », explique-t-il. La maintenance est une question centrale. La multiplicité des fournisseurs suppose de disposer de techniciens qualifiés, de pièces détachées et de moyens adaptés pour entretenir durablement les équipements acquis.

Ambitions industrielles Les autorités veulent également développer une industrie nationale de défense. Le 13 juillet 2026, le ministre délégué à la Défense, le Général de division Oumar Diarra, avait évoqué trois projets en construction : une usine de munitions, une unité de production d'explosifs et des ateliers de confection d'uniformes militaires. Le compte rendu de l'AMAP ne précisait ni leur calendrier de mise en service ni leurs capacités de production. La question du transfert de technologies occupe aussi une place dans les discussions au BAMEX 2026. Dans un entretien publié le 10 novembre 2026 par l'agence Anadolu, le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a insisté sur la volonté du Mali de lier les acquisitions militaires à une montée en compétences. Pour Abdoulaye Tamboura, la coopération dépasse la seule fourniture d'armements. « La coopération technologique doit également occuper une place importante. Le Mali ne doit pas seulement s'intéresser aux équipements finis, mais aussi aux connaissances et aux compétences qui permettent de les utiliser et de les entretenir durablement », souligne l'analyste. ■

EN BREF

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE : LE MALI AUX SESSIONS OEACP - UE À BRUXELLES

Une délégation du Conseil National de Transition (CNT) du Mali participe, du 6 au 13 novembre 2026 à Bruxelles, aux sessions parlementaires paritaires de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et de l'Union européenne. Conduite par le Premier Vice-Président du CNT, Hamèye Founé Mahalmadane, elle comprend quatre autres membres de l'institution. Ces rencontres comportent la 65ème session de l'Assemblée parlementaire de l'OEACP, la 2ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP - Union européenne et la 2ème réunion du Groupe parlementaire de la région Afrique de l'organisation. Le 7 novembre, la délégation malienne a participé à une réunion de coordination destinée à harmoniser les positions des parlementaires africains sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Les échanges ont notamment concerné la création d'un groupe de travail sur les matières premières critiques et les mécanismes de financement autonome des instances parlementaires de l'OEACP. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du dialogue parlementaire entre les États membres de l'organisation et l'Union européenne. ■



BIRAHIM **SOUMARÉ**

« Le terrorisme est un mode opératoire »

Alors que BAMEX 2026 met en avant innovation, renseignement et réactivité face aux défis sécuritaires, Birahim Soumaré, ancien Ambassadeur du Mali en Türkiye et analyste en stratégie internationale, revient aujourd'hui encore sur la nature des menaces au Sahel, la coopération avec l'Algérie et la place de l'AES dans cette architecture régionale.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Quelle place occupent aujourd'hui le Mali et l'Algérie dans la sécurité du Sahel ?
Dans un contexte de profonde dégradation de la situation sécuritaire au Sahel, on peut dire que la relation entre le Mali et l'Algérie revêt une dimension stratégique majeure. D'abord, la proximité géographique et la frontière commune confèrent aux deux pays des intérêts sécuritaires étroitement liés. Le renforcement du dialogue et de la coopération en matière de sécurité, de contrôle des frontières, de renseignement et de lutte contre les menaces transnationales, notamment les narcotrafiquants et autres groupes criminels, apparaît ainsi comme un enjeu essentiel pour la stabilisation de la sous-région ouest-africaine.

Vous insistez sur la nature même de la menace. Que faut-il comprendre ?
Il faut toutefois préciser que le terrorisme est un mode opératoire. On utilise le terrorisme pour défendre ou propager des intérêts. Des mercenaires peuvent recourir au terrorisme pour parvenir à leurs objectifs. Le terrorisme est souvent considéré comme une idéologie, mais il s'agit plutôt d'une tactique, d'un mode opératoire. C'est pourquoi nos forces de défense et de sécurité s'adaptent à la lutte contre le terrorisme. Ce n'est pas une guerre classique, mais une guerre hybride qui nécessite une bonne compréhension des mécanismes du terrorisme.

Comment l'AES s'insère-t-elle dans cette coopération régionale ?
Le Mali est membre de l'AES et participe à la Force conjointe de l'AES. L'Algérie, avec la modification constitutionnelle qu'elle a connue, essaie désormais, d'une manière ou d'une autre, de projeter sa force militaire en dehors de ses frontières, alors que cela n'était pas possible avant cette modification constitutionnelle. Il est donc très important que ces deux pays collaborent. Cette collaboration est également ouverte à d'autres partenaires.

Cette ouverture à plusieurs partenaires peut-elle créer des contradictions diplomatiques ?
La nature de notre relation bilatérale avec l'Algérie ou avec le Maroc ne saurait être déterminée par les relations que nous entretenons avec l'autre pays. Nous avons l'expérience d'une politique diplomatique équidistante par rapport à tous les partenaires avec lesquels nous devons travailler. La dynamique diplomatique de notre pays s'oriente en fonction de nos intérêts et non en fonction des incompréhensions ou des rivalités géostratégiques qui peuvent opposer telle ou telle nation. ■



CROISSANCE : UNE ÉCONOMIE À PLUSIEURS VITESSES

Les derniers comptes trimestriels de l'INSTAT donnent une image contrastée de l'économie malienne. Au deuxième trimestre 2026, l'activité progresse de 8,7% sur un an, portée notamment par la construction, les télécommunications, l'industrie et les mines, alors que l'électricité reste en difficulté. L'INSTAT a aussi mis en ligne le 6 novembre son bulletin trimestriel KHI-DEUX consacré aux principaux indicateurs par secteur.

MASSIRÉ DIOP

La construction affiche une hausse de 23,4%, les télécommunications de 21,9%, les industries manufacturières de 17,7% et les mines métalliques de 9%. L'investissement augmente également de 26,5%. Ces performances expliquent une bonne partie du rythme enregistré entre avril et juin. Le chiffre de 8,7% ne correspond toutefois pas à la croissance attendue sur l'ensemble de 2026. Il compare le deuxième trimestre à la même période de 2025.



La **croissance économique** a progressé de **8,7**% au Mali au 2ème trimestre 2026.

Électricité Un indicateur tranche nettement avec cette progression. Dans les mêmes comptes, la richesse créée par la branche électricité recule de 29,1% sur un an. Ce chiffre ne signifie pas que la production d'électricité a baissé dans les mêmes proportions, mais il rappelle le poids d'un secteur dont les difficultés continuent de peser sur l'activité. À Bamako, l'amélioration de la fourniture a déjà changé le quotidien de certains artisans. Dra, tailleur à Niaréla, expliquait mi-octobre qu'au plus fort de la crise il dépensait environ 8 000 francs CFA par jour en gasoil pour faire fonctionner son groupe électrogène. À Bandiagara, Ibrahim, soudeur, décrivait une réalité inverse. Faute de courant régulier, il estimait que ses revenus avaient été divisés par deux. Le contraste illustre une économie qui ne progresse ni au même rythme ni dans les mêmes conditions. Une entreprise du bâtiment ou des télécommunications peut profiter d'une activité soutenue tandis qu'un artisan dépendant du courant est confronté au coût de l'énergie et aux interruptions. Le financement demeure un autre frein. Lors d'une rencontre organisée en septembre avec la Banque africaine de développement, le Président du CNPM, Mossadeck Bally, avait insisté sur la nécessité de mieux structurer les projets et d'orienter les entreprises vers des financements adaptés afin de soutenir la croissance et l'emploi. Les 8,7% traduisent donc un dynamisme réel, mais inégal. La question est désormais de savoir dans quelle mesure cette progression pourra gagner davantage de secteurs et de territoires et se traduire par des effets plus visibles pour les entreprises et les ménages. ■

Progression de l'activité économique (2ème trimestre 2026)

Construction : ***23,4%***

Télécommunication : ***21,9%***

Industries manufacturières : ***17,7%***

EN BREF

BUDGET 2026 : 125 MILLIARDS DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

Le gouvernement a autorisé le 6 novembre l'ouverture de 125 milliards de francs CFA de crédits à titre d'avance dans le budget rectifié 2026. Cette enveloppe doit financer des besoins complémentaires liés à la construction d'hôpitaux, à d'autres projets prioritaires structurants ainsi qu'à de nouvelles dépenses de personnel. Le recours au décret d'avance permet au gouvernement d'ouvrir des crédits supplémentaires en cas d'urgence ou de nécessité d'intérêt national. Le Parlement doit en être informé et les sommes engagées faire ensuite l'objet d'une ratification. Cette décision intervient quelques semaines après l'adoption de la Loi de finances rectificative, qui porte les dépenses budgétaires 2026 à 3 993,3 milliards de francs CFA. Le CNT avait alors insisté sur la nécessité d'être informé de toute nouvelle ouverture de crédits par cette procédure. Il s'agit du deuxième décret d'avance de l'année. En mars, 500 milliards de francs CFA avaient déjà été ouverts, notamment pour des hôpitaux et des projets structurants. Le communiqué du Conseil des ministres ne précise pas la répartition des nouveaux 125 milliards entre les différents postes. Cette ventilation permettra d'en mesurer plus précisément l'affectation. ■

Or Fekola mise sur Menankoto

La production du complexe aurifère de Fekola a reculé sur les neuf premiers mois de 2026, mais le site reste au cœur des perspectives minières du Mali. Selon les résultats publiés le 4 novembre par B2Gold, 312 000 onces d'or, soit environ 9,7 tonnes, ont été produites à fin septembre contre 367 000 onces un an plus tôt. La baisse atteint environ 15%. Elle s'accompagne pourtant d'une progression des ventes, passées de 340 000 à 356 000 onces, et d'un chiffre d'affaires de 1,63 milliard de dollars contre 1,10 milliard sur la même période de 2025. La hausse du prix de l'or compense ainsi en partie le recul des volumes. Les coûts ont augmenté, avec 1 026 dollars par once vendue contre 851 dollars un an plus tôt. Le groupe mise désormais sur Fekola Regional, constitué de Menankoto et Dandoko. Le permis d'exploitation de Menankoto, délivré en août sous le Code minier de 2023, permet à l'État malien de détenir 35% du projet, contre 20% dans la mine actuelle de Fekola. Les travaux préparatoires ont commencé en octobre. B2Gold prévoit d'acheminer les premiers minerais vers l'usine de Fekola au premier trimestre 2027, puis de dépasser 150 000 onces par an à partir de 2028. Cette extension intervient alors que la production industrielle d'or du Mali a atteint 23,5 tonnes au premier semestre 2026, en hausse de plus de 30% sur un an. Pour Fekola, l'enjeu est de transformer Menankoto en relais de production tout en maîtrisant des coûts qui restent élevés. ■

COÛT DES FUNÉRAILLES : LE DOUBLE DEUIL

Entre désacralisation et charges supplémentaires, les familles sont souvent confrontées à des dépenses inattendues. Mais le « business » autour des funérailles, est-il pour autant rentable ? Quelques éléments de réponse dans ces données publiées dans l'émission Entreprendre sut TM1, diffusée ce 10 novembre 2026.











ÉCOLE MALIENNE : L'URGENCE D'UNE RÉFORME

L'école malienne est confrontée à de profondes difficultés, notamment l'insuffisance du personnel enseignant, l'inadéquation des formations avec les besoins du marché du travail et la faiblesse des débouchés professionnels. Face à ces constats, une refonte du système éducatif fondée sur une meilleure planification des formations, une gouvernance efficace et un financement mieux orienté paraît nécessaire.

JOSEPH AMARA DEMBÉLÉ



Des **élèves** à l'entrée du **groupe scolaire Mamadou Konaté** à Bamako Coura.

La crise de l'école malienne ne se limite plus aux difficultés d'accès à l'enseignement. Elle concerne aussi la qualité des apprentissages, les conditions de travail des enseignants et la capacité du système à préparer les jeunes à leur insertion professionnelle. Les fermetures d'écoles dans certaines zones compliquent également l'accès à l'enseignement et fragilisent les parcours des élèves. Sidi Danioko, Vice-président du Patronat du Mali, souligne le décalage entre la formation et les possibilités d'emploi. Selon lui, entre 200 000 et 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, contre seulement 20 000 à 30 000 recrutements dans la Fonction publique. Le secteur informel représente près de 80% de l'activité et des emplois, selon ses estimations. Le manque de personnel constitue un mal persistant. Aly Baba Coulibaly, diplômé de l'Institut de formation des maîtres, relève que « les zones reculées font face à une insuffisance d'infrastructures et de personnel ». Il évoque aussi les conditions difficiles de certains enseignants dans les établissements privés.

> ***La crise de l'école concerne aussi la qualité des apprentissages, les conditions de travail des enseignants et la capacité du système à préparer les jeunes à leur insertion professionnelle.***

Réorganiser les formations Pour plusieurs intervenants, l'amélioration passe par une refonte du modèle éducatif. Le Pr Dianka Sanoh défend une réorganisation des cursus en fonction des besoins de l'État et de l'économie, notamment dans l'agroalimentaire, l'éducation et la santé. Cette approche repose sur une planification des besoins en ressources humaines et une meilleure répartition des moyens. « La planification, le retour à la planification, c'est la voie royale pour nous en sortir. C'est elle qui permettra d'absorber tous les sortants de nos écoles », soutient-il. Ces préoccupations ont marqué la troisième journée de la 26ème édition du Forum de Bamako. Le Professeur Waténi Diallo a plaidé pour la mise en place de cellules d'assurance qualité et d'audit interne dans les établissements, ainsi que pour une évaluation régulière par les pairs ou des organismes agréés. « Malgré les efforts financiers de l'État, les ressources ne sont pas toujours affectées aux besoins prioritaires », a-t-il soutenu. Il a recommandé également de revoir les séries du lycée en les regroupant autour de trois grands pôles : les Sciences Exactes, les Sciences Biologiques et de la Terre et les Lettres et les Humanités. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SUD DU MALI : LES COUVRE-FEUX S'INSTALLENT DANS LA DURÉE

Les restrictions nocturnes se prolongent dans plusieurs régions du sud du Mali. À Dioïla, le couvre-feu a été reconduit du 1er au 30 novembre, de 00 à 5 heures. La mesure avait été instaurée fin septembre et concerne l'ensemble du territoire régional. À Koutiala, la restriction court jusqu'au 28 novembre, de 00 à 5h30. Elle remonte au 27 avril, au lendemain d'attaques coordonnées ayant touché plusieurs localités du pays. Initialement appliqué de 20 heures à 6 heures, le dispositif a ensuite été allégé mais régulièrement reconduit. La durée de ces mesures montre que les autorités continuent de considérer les déplacements nocturnes comme une préoccupation sécuritaire dans cette partie du pays. À Koutiala, la situation concerne aussi un corridor routier vers le Burkina Faso. Pour les populations et les transporteurs, ces prolongations maintiennent des contraintes sur les déplacements et les activités de nuit. ■

EN BREF

PSYCHOTROPES : LES SAISIES SE MULTIPLIENT À BAMAKO

Plusieurs opérations menées début novembre à Bamako ont abouti à la saisie de drogues, de médicaments détournés et de cigarettes électroniques. Elles relancent la question de la circulation de produits psychotropes dans la capitale, sans permettre à elles seules d'en mesurer l'ampleur. Le 3 novembre à Titibougou, l'antenne Rive Gauche de l'Office central des stupéfiants (OCS) a interpellé un homme de 31 ans avec quatre kilogrammes de kush. Deux jours plus tard, à Médina Coura, un autre suspect a été arrêté en possession de Tramadol, de Diazépam et de produits pharmaceutiques contrefaits. La poursuite des investigations a conduit le 6 novembre à la saisie de 4 160 comprimés de Tramadol, 5 460 comprimés de Diazépam et 20 kilogrammes de médicaments contrefaits. Le 7 novembre, une autre opération a permis de saisir 360 cigarettes électroniques de type puff, ainsi qu'un appareil à chicha et des arômes, entre le Quartier Mali et Baco-Djicoroni Golf. Un suspect a été interpellé et un second était recherché. Ces opérations interviennent après d'autres saisies enregistrées ces derniers mois à Bamako. En août, plus de 300 kilogrammes de comprimés avaient notamment été saisis au Grand marché. La répétition des interceptions montre la diversité des produits et des circuits concernés. Elle pose aussi la question de leur accessibilité, notamment pour les jeunes. Les enquêtes en cours devront permettre d'identifier l'origine des marchandises et les réseaux de distribution. Les chiffres des saisies ne renseignent toutefois pas sur le niveau de consommation. Des données sanitaires sont nécessaires pour apprécier les usages et leurs conséquences. ■

RDC : LE DIALOGUE FACE AU NŒUD CONSTITUTIONNEL

En République démocratique du Congo, la question n'est plus seulement de savoir s'il faut ouvrir un dialogue national, mais comment articuler les différentes négociations déjà en cours. La démarche de la Coalition Article 64 pour rencontrer séparément Félix Tshisekedi et Joseph Kabila intervient alors que crise politique interne, processus de Doha et débat sur la Constitution commencent à se croiser.

MASSIRÉ DIOP



Consultation avec **Joseph Kabila** et **Félix Tshisekedi** pour une sortie de crise.

Réunie à Rome du 25 au 27 octobre, la C64 a proposé de consulter le chef de l'État et son prédécesseur afin de rechercher une « issue congolaise » à la crise. Mais sa proposition va plus loin qu'une simple médiation entre deux hommes. La coalition demande que les questions de gouvernance prévues dans les six protocoles additionnels du processus de Doha soient intégrées à un dialogue national, tout en réclamant la relance d'une facilitation africaine autour des Églises catholique et protestante. Le point de jonction est désormais la Constitution. La C64 rejette toute modification susceptible, selon elle, de remettre en cause l'alternance ou le calendrier électoral de 2028. De son côté, le Front pour la refondation de la nation (FRN) a saisi la médiation qatarie pour soutenir que les textes déjà conclus à Doha reposent sur l'actuelle Loi fondamentale. Il demande au Qatar d'obtenir de Kinshasa une clarification et d'inscrire la question à l'ordre du jour des prochaines consultations.

Kabila change le cadre Depuis le 12 octobre, Joseph Kabila dirige le FRN, structure politico-militaire issue de l'AFC/M23. Son statut complique toute initiative de la C64. Pour Kinshasa, il ne s'agit plus seulement d'un ancien Président devenu opposant. Le ministre de l'Intérieur, Jacquemin Shabani, a rappelé que tout contact avec un acteur considéré comme ennemi devait recevoir l'aval du gouvernement. Dans le même temps, le chef de la MONUSCO, James Swan, a rencontré Kabila à Goma le 3 novembre. L'ONU présente ces échanges comme relevant de son mandat de protection des civils, d'accès humanitaire et de suivi du cessez-le-feu. La rencontre montre qu'en pratique le FRN reste un interlocuteur dans les mécanismes de paix, même si Kinshasa conteste la normalisation politique de son chef. Le débat congolais se trouve ainsi partagé entre plusieurs cadres tels que le dialogue national, la facilitation africaine, la médiation des Églises et le processus de Doha. Le véritable enjeu n'est plus seulement d'obtenir une rencontre Tshisekedi-Kabila, mais d'éviter que ces pistes concurrentes ne produisent des agendas incompatibles. ■

Ukraine L'après-guerre se prépare sous les frappes

Alors que des discussions entre Ukrainiens, Russes et Américains sont prévues les 10 et 11 novembre à Abou Dhabi, la guerre continue de frapper les infrastructures énergétiques. Le 3 novembre, une vaste attaque russe a touché plusieurs installations électriques ukrainiennes, provoquant des coupures d'urgence à Kyiv et dans au moins six régions. Le 8 novembre, plus de 600 000 personnes étaient privées d'électricité après de nouvelles frappes dans la région de Dnipropetrovsk. Kyiv poursuit parallèlement ses attaques contre les capacités énergétiques russes. Des drones ukrainiens ont visé plusieurs raffineries ces dernières semaines, provoquant des pénuries de carburant dans au moins six régions. Ces opérations ont repris après l'effondrement, fin octobre, d'un cessez-le-feu énergétique négocié sous médiation américaine. Dans ce contexte, les Européens préparent déjà l'après-guerre. Depuis le 9 novembre, 2 800 militaires de onze pays participent en Pologne à l'exercice Koalicja, destiné à tester une future force multinationale qui n'interviendrait qu'après la fin des hostilités. La trêve énergétique et les garanties de sécurité figurent parmi les enjeux des discussions. Leur issue immédiate ne règle toutefois pas la question des mécanismes capables d'éviter une reprise des hostilités après un éventuel accord. Sa crédibilité reposera aussi sur des garanties réellement applicables sur le terrain. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE: LA CHALEUR PÈSE AUSSI SUR LA SANTÉ

Le réchauffement climatique ne se mesure plus seulement en degrés ou en catastrophes naturelles. Selon l'Organisation météorologique mondiale, 2026 figurera parmi les quatre années les plus chaudes jamais enregistrées, avec une température moyenne supérieure de 1,47°C à celle de l'ère préindustrielle. Les conséquences sanitaires deviennent plus visibles. Le Lancet Countdown 2026 estime que les décès annuels liés à la chaleur ont augmenté de près de 36% depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, par rapport à la décennie précédente. En 2023, la chaleur aurait été associée à environ 710 000 décès dans le monde. La reproduction est aussi concernée. Une méta-analyse de 49 études associe l'exposition prolongée à une chaleur extrême à une hausse de 27% du risque de naissance prématurée. À Singapour, une étude menée auprès de 914 hommes relie plusieurs journées très chaudes à une baisse d'environ 20% de la concentration spermatique. Ces résultats montrent que la hausse des températures devient aussi un enjeu de santé publique. ■

Sport

ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2027 : LES AIGLES À L'ASSAUT DE LA PREMIÈRE PLACE

Après un début de campagne réussi, les Aigles abordent un tournant dans la course à la CAN 2027. Face au Rwanda, également auteur d'un sans-faute, ils tenteront de prendre l'ascendant sur leur principal concurrent du groupe K.

Mohamed KENOUVI



Les **Aigles** visent la tête du groupe K à l'issue de la **double confrontation face au Rwanda.**

Le stade du 26 Mars accueille ce vendredi 13 novembre 2026 la première manche de cette double confrontation. Deuxième derrière le Rwanda, le Mali compte six points, comme son adversaire, et présente la même différence de buts (+3). Les Amavubi occupent la première place grâce à une attaque plus prolifique. Le Cap-Vert et le Liberia restent à zéro point. Les hommes d'Anthony Da Silva ont d'abord dominé le Cap-Vert (3-1) à Bamako, avant d'arracher une victoire plus difficile au Liberia (1-0). Face aux Requins bleus, Néné Dorgelès avait signé un doublé, tandis qu'Ange Martial Tia avait inscrit un but. À Monrovia, Tia avait de nouveau été décisif à la 79ème e minute. Le Mali a donc affiché une certaine efficacité, avec quatre buts marqués et un seul encaissé. Le Rwanda arrive avec des arguments tout aussi solides. Après avoir battu le Liberia (3-1), les joueurs de Stephen Constantine sont allés renverser le Cap-Vert (2-1) à Praia, après avoir été menés au score. Leurs cinq buts ont été inscrits par cinq joueurs différents, signe d'une menace offensive répartie.

Des précédents favorables aux Aigles

L'historique des confrontations penche nettement en faveur du Mali. En quatre rencontres, toutes disputées en éliminatoires de la Coupe du Monde, les Aigles comptent trois victoires et un nul. En 2013, ils avaient gagné à Kigali (2-1) avant de concéder le nul à Bamako (1-1). Huit ans plus tard, ils avaient remporté les deux manches, 1-0 à Bamako et 3-0 à Kigali. Ces précédents ne garantissent cependant rien face à un Rwanda qui vise un retour à la CAN après sa seule participation en 2004. « Sur le papier, les Aigles partent favoris. Mais il ne faudra pas sous-estimer cette équipe du Rwanda qui cherchera à créer la surprise, surtout lors du match retour à domicile », prévient un analyste sportif. Un succès ce vendredi permettrait au Mali de prendre seul la tête, avant le match retour prévu le 17 novembre à Kigali. À l'issue de cette double confrontation, l'un des deux pays pourrait prendre une option sur la qualification avant les deux dernières journées qui se disputeront en mars 2027. ■

Ligue 1 Pro Orange Cap sur la 3è journée

Le championnat national de Ligue 1 Pro Orange aborde sa troisième journée, du 14 au 16 novembre 2026, avec sept rencontres au programme. Samedi, le CS Bamako affrontera l'USFAS au stade Mamadou Konaté, tandis qu'Afrique Foot Élite sera opposée à l'US Bougouba au stade Ouezzin Coulibaly. Les Onze Créateurs défieront ensuite le Stade malien, leader avec six points, à 18 h, au stade Mamadou Konaté. Au même moment, l'AS Réal croisera le fer avec l'AS Kayes au stade Ouezzin Coulibaly. L'affiche principale opposera dimanche Binga FC au Djoliba AC, à 16 h, au stade Mamadou Konaté. Avec quatre points chacun, les deux formations tenteront de se rapprocher du leader. La journée s'achèvera lundi avec les affiches FC Diarra–AS Korofina et AS Bakaridjan–Derby Académie, deux rencontres programmées au stade Mamadou Konaté. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Le Jamaïcain **Marquies Page**, 16 ans, a remporté le 9 novembre 2026 la médaille d'or du 110 m haies aux Jeux olympiques de la Jeunesse de Dakar. Avec un chrono de 12s 95, il a battu d'un centième le record de la compétition détenu depuis 2014 par son compatriote Jaheel Hyde (12s 96).

Yannick Cahuzac a été limogé de son poste d'entraîneur du RC Lens le 10 novembre 2026, moins de 2 mois après sa nomination. Le technicien français de 41 ans paie une série de mauvais résultats, dont la lourde défaite face à Côme (1-9) en Ligue des Champions. En 9 rencontres à la tête des Lensois, il totalise 3 victoires et 6 défaites.

Culture

HIP-HOP MALIEN : SAUVER LA MÉMOIRE DES PIONNIERS

Des premières cassettes aux réseaux sociaux, le rap malien s'est construit à travers des parcours peu documentés. Le premier Forum national du Hip-Hop, prévu du 13 au 15 novembre à Bamako, veut rassembler ces traces et rapprocher les pionniers des nouvelles générations.

Ali SANKARÉ



Ouverture du **pré-forum** sur les origines du **rap malien** le 11 avril 2026 à Bamako.

En 1987, Alpha Touré revient des États-Unis avec les codes d'un mouvement peu connu au Mali. Celui qui deviendra AL T Strong enregistre une cassette et signe le premier clip de rap diffusé à la télévision nationale. Lors d'un pré-forum organisé le 11 avril à la Maison sur le Fleuve, il avait raconté le rôle du journaliste Saloum Sy, qui l'avait aidé à tourner ses premières images à la RTM. Il avait aussi évoqué sa mère, qui l'encourageait à introduire une voix féminine dans ses morceaux. Les parcours n'ont pas été identiques. Master Soumy avait décrit des débuts sans soutien familial, dans un environnement conservateur. Les compétitions scolaires lui ont permis de se faire connaître avant la sortie de son premier album en 2007.

Archives Ces récits donnent tout son sens au travail de mémoire annoncé par le Forum. 8 fonds d'archives ont été réunis, représentant 302 pièces. Une sélection de 100 photographies doit être exposée sous forme de musée éphémère. Une compilation de 30 titres marquants du rap malien autour des années 2000 est annoncée, avec des éditions limitées sur cassette, CD et vinyle. Pour Bocar Ascofaré, promoteur du Festival Hip-Hop du Sahel, cette mémoire ne peut être dissociée de la structuration du secteur. « Le hip-hop ne doit plus être considéré uniquement comme un mouvement musical ou un simple divertissement. C'est aussi un secteur culturel et créatif qui génère des emplois, développe des talents et participe à l'économie culturelle », estime-t-il. Le programme du Forum prévoit panels, master classes, graffitis, breakdance et marché africain du Hip-Hop. Un concert de clôture réunira trois artistes de l'ancienne génération et trois de la nouvelle. La question ne concerne pas seulement le passé. Bocar Ascofaré estime que préserver cette histoire revient aussi à « donner des racines solides à la génération qui en construira l'avenir ». Pour un mouvement longtemps transmis par les souvenirs, les cassettes conservées à domicile et les récits des artistes, la constitution d'archives ouvre une nouvelle étape. Il s'agit maintenant de faire vivre cette mémoire sans la figer, en laissant aux jeunes la possibilité d'y puiser des repères pour créer à leur tour. ■

INFO PEOPLE

People 223

VIEUX FARKA TOURÉ : ESCALE EN ALASKA



Vieux Farka Touré poursuit sa route internationale. Le guitariste malien est attendu le 13 novembre au Wendy Williamson Auditorium d'Anchorage, en Alaska, pour une nouvelle étape de sa tournée. Une destination peu habituelle qui confirme l'itinéraire mondial de celui qui a fait du blues malien l'une de ses signatures. Fils d'Ali Farka Touré, Vieux a construit au fil des années une carrière propre, entre héritage familial, guitare électrique et collaborations internationales. Après Anchorage, son agenda doit le conduire sur plusieurs scènes européennes avant la fin du mois. Une manière de prolonger hors du continent la présence d'une musique profondément liée au nord du Mali et désormais familière des grandes scènes internationales.

FATOUMATA DIAWARA : MASSA VERS L'OLYMPIA



Fatoumata Diawara reprend la route dès le 15 novembre avec un concert à Munich, avant plusieurs étapes en Suisse, au Royaume-Uni, au Luxembourg, en Allemagne et en Belgique. Cette tournée accompagne Massa, son nouvel album sorti en juin 2026. Le parcours conduira l'artiste malienne jusqu'à l'Olympia de Paris le 25 novembre, l'un des rendez-vous importants de cette série de concerts. Chanteuse, guitariste et compositrice, Fatoumata Diawara continue de mêler sonorités ouest-africaines, pop et rock, avec le bambara, toujours très présent dans son répertoire. Après Paris, la tournée se poursuivra à Amsterdam puis dans plusieurs villes françaises. Une fin d'année particulièrement chargée pour l'artiste.

Journal du Mali L'hebdo

Directeur de publication : Mahamadou CAMARA mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée : Aurélie DUPIN aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef : Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction : Ramata DIAOURÉ

Rédaction : Mohamed KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

Stagiaires : Joseph Amara Dembélé - Ali SANKARÉ

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako Tél : +223 20 23 00 66 www.journaldumali.com contact@journaldumali.com

Afribone

Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



20 28 00 00

www.afribone.com